

## ***L'INTIMIDATION***

Il n'y a pas de guerres exemplaires ; il peut y en avoir de nécessaires pour dénouer des crises quand les stratégies de persuasion ont échoué ; on sait pourtant depuis Sun Zu que la guerre est la faillite de l'art suprême qui consiste à imposer sa volonté tout en ménageant soigneusement ses forces. On tourne autour du problème depuis quelque temps déjà, mais force est de constater que le courant passe de plus en mal entre les protagonistes des conflits modernes. Ils ne se comprennent plus et la juxtaposition de leurs positions irréconciliables peut difficilement s'appeler la paix. Sans vérité, pas d'erreur ; sans vaincu, pas de vainqueur. Le gris est la couleur de cette fin de siècle et la brume, le temps dominant !

Protéger des populations, garantir des frontières, capter des richesses, s'assurer des territoires, secourir des alliés, stabiliser sa périphérie, tous ces buts de guerre expliquaient les conflits, en rationalisaient le déclenchement, en organisaient l'issue. Mais c'était hier.

### **La prévention des conflits : une ambition stratégique qui s'essouffle.**

Aujourd'hui, tout paraît plus opaque ; qui veut quoi ? Quelle est la stratégie de Saddam Hussein, quelle est celle de Slobodan Milosevic quand ils défient l'ordre établi par le monde occidental, quels sont leurs objectifs, leurs buts de guerre ? Quelles étaient, il y a dix ans, l'ambition stratégique de Kim Il Sung et celle de Muhamar Kadhafi ? A vrai dire, nul ne sait comment interpréter des comportements aussi erratiques en apparence. On est souvent réduit à des conjectures pour avancer une explication ; on invente alors des théories complexes pour essayer de rendre compte de ces conflits aux contours obscurs. Rappelons-nous le catalogue interprétatif établi récemment par Z. Brezinski pour tenter

d'expliquer pourquoi S. Milosevic renonce à résister au 79<sup>e</sup> jour de la campagne aérienne de l'OTAN au Kosovo ; pourquoi choisit-il de le faire à ce moment-là ? Aujourd'hui encore, nul ne le sait vraiment. Ce qui reste à la fin de l'histoire complexe de ce siècle marqué par trois guerres mondiales, c'est une étrange accumulation de paradoxes stratégiques qui doit nous faire réfléchir.

Le premier d'entre eux est qu'il ne manque pas aujourd'hui de candidats pour défier délibérément la plus formidable coalition militaire de tous les temps, l'Alliance atlantique, une organisation militaire qui dispose de la supériorité opérationnelle absolue dans tous les compartiments de l'art militaire et qui est conduite par la plus grande puissance de ce siècle, l'hyperpuissance par excellence.

Comment se fait-il qu'un tel déploiement de capacités militaires n'ait pas disqualifié totalement la guerre, au moins dans la zone d'intérêts atlantiques ? Pourquoi un tel dispositif se révèle-t-il incapable de constituer un obstacle suffisamment dissuasif ? Pourquoi est-il trop peu intimidant pour étouffer dans l'œuf les projets déstabilisants ? Pourquoi, en définitive, est-il si peu décisif dans la stratégie des perturbateurs qui courent le monde et le courront certainement encore au XXI<sup>e</sup> siècle ? Comme beaucoup d'autres, je ne vois pas de réponses à l'horizon rationnel.

Au fond, tout se passe comme si le système d'affrontement sortait profondément déréglé de la guerre froide, comme si la communication stratégique était défailante, les réflexes rouillés, inadaptés, comme si le choc des volontés antagonistes ne trouvait pas de support pour le canaliser, comme si les adversaires s'affrontaient désormais sur des champs de manœuvre systématiquement disjoints. C'est peut-être cette dichotomie apparente qui rend si aléatoire aujourd'hui la prévention des conflits.

Crise de la guerre, crise de la communication stratégique, crise de la maîtrise des actions conflictuelles, et cela au moment même où la révolution de l'information s'impose comme l'agent de transformation majeur de l'art et du rythme de la guerre, deuxième paradoxe.

Ces questions forment la trame des réflexions qui suivent. Leur

consacrer du temps devient urgent, car ce qui est en jeu est d'importance : c'est tout simplement l'avenir de la guerre comme mode de régulation des antagonismes, comme instrument de réduction des contradictions ; c'est l'emploi mesuré de la force comme outil de stabilisation décisif. Et ce qui apparaît en filigrane, c'est peut-être la fin d'un rêve, d'une idéologie qui aura marqué, après d'autres, ce siècle : celui de la mise hors la loi, puis hors de portée, de la guerre.

Dissuader un contradicteur, contraindre un perturbateur, réduire un adversaire, les trois temps d'une manœuvre stratégique qui pourrait bien remplacer la guerre et valider des principes de la crise comme il y eût autrefois des principes de la guerre qui permettraient d'économiser la force par son emploi calculé au plus juste. Prévention, intimidation, coercition, trois pressions d'intensité croissante qui pourraient rétablir une rationalité stratégique entre des acteurs qui ne communiquent plus, trois logiques emboîtées qui pourraient remplacer la guerre à l'ère de l'information? Telle est l'approche qui organise la thèse développée ci-dessous.

### **La dissuasion, un mode stratégique émoussé à la fin du siècle ?**

Il serait bien fâcheux que l'instrument principal de la prévention aux temps de la guerre froide ne soit plus opérant après celle-ci. C'est pourtant ce que l'on peut redouter en première analyse, comme l'a suggéré le premier des paradoxes évoqués ci-dessus. La puissance militaire de l'Alliance atlantique a suffi à contenir les ambitions stratégiques de l'Union soviétique alors qu'elle se révèle incapable de faire renoncer S. Milosevic, S. Hussein et les autres à leurs projets. Il faut s'attarder un peu sur ce phénomène surprenant pour bien mesurer ce qui se déroule sous nos yeux.

Si la dissuasion a fonctionné pendant la guerre froide, c'est sans doute parce que plusieurs facteurs contingents se cumulaient de façon favorable : la mémoire récente des combats meurtriers de la deuxième guerre mondiale, la partition opérée à Yalta qui donnait aux protagonistes suffisamment d'espaces à digérer, restructurer, mettre à sa main, l'équilibre progressif de la terreur qui rendait la bataille nucléaire improbable et la victoire militaire impossible ... On pourrait ajouter

qu'un autre facteur favorable aura été que le projet idéologique qui sous-tendait le plan stratégique soviétique avait toute la vie devant lui ; c'était un projet pour demain, qui se jouait des générations et du temps.

Même si on peut imaginer que le blocage initial de la guerre s'était un peu érodé, notamment parce que des modes de contournement indirects s'étaient développés, qui permettaient des tests permanents de la détermination des adversaires (crises de Berlin, de Cuba, des Euromissiles...), voire des affrontements directs par tiers interposés (Angola, Afghanistan...), la régulation par la dissuasion mutuelle a assez bien fonctionné, et ce, jusqu'à la fin de la guerre froide. Elle restera marquée par des modes de communication stratégique efficaces (traité ABM, rencontres d'Helsinki, négociations START, SALT, CFE ...) et une belle manœuvre d'intimidation exécutée en finale par l'un des protagonistes pour décourager l'autre par percée technologique et harcèlement économique. L'IDS, la « guerre des étoiles » du président Reagan, restera, sans peut-être avoir été conçue comme telle, une étape sans doute décisive qui aura fait douter les dirigeants soviétiques de leur aptitude à prendre le dessus.

En réalité, on constate que les épisodes de tension survenus tout au long de ces quarante ans d'ordre bipolaire et de défi radical n'ont fait que conforter la validité du principe de dissuasion centrale par consentement mutuel. La guerre froide s'est terminée sans bataille et s'il y a eu un vainqueur incontestable, seul un système d'oppression, un régime a été vaincu.

### ***Plus rien de tel aujourd'hui, pourquoi ?***

La supériorité militaire absolue qui doit être capable de dissuader tout perturbateur de remettre en cause l'ordre établi et permettre de prévenir les conflits semble ne plus être décisive. Pourquoi cet affaissement soudain ?

Sans qu'il soit encore possible d'avancer des explications convaincantes, on peut remarquer que les candidats au défi militaire n'ont qu'à scruter le panorama stratégique ; c'est avec profit qu'ils peuvent aujourd'hui spéculer sur la détermination internationale à s'opposer à leurs projets dérangeants. En effet, pour agir, la communauté

internationale semble aujourd'hui handicapée par toute une série de contraintes : un besoin permanent de légitimité qui se traduit par une référence aux grands principes dont l'ONU est dépositaire, la nécessité d'agir en coalition multilatérale, le souci d'épargner au maximum les vies, de limiter le nombre des victimes dont les médias omniprésents font une utilisation politique intense, l'attention extrême portée au financement des opérations ... Autant d'occasions de se diviser et d'affaiblir une volonté commune qui a bien souvent du mal à s'exprimer, dispersée qu'elle est entre de nombreuses institutions concurrentes.

En utilisant ces nombreux handicaps, le contradicteur décidé peut aisément agir, choisir une stratégie de grignotage, lancer autant de défis qu'il le veut, effectuer autant de prédatons qu'il le souhaite s'il prend garde à respecter les conditions du jeu : rester sous la barre de déclenchement d'une action internationale, nécessairement handicapée par les facteurs qu'on a vus. Il ne se prive donc pas de venir tangenter les frontières, tester les limites.

### ***L'échec aujourd'hui patent de tout système central de dissuasion***

Il serait facile d'imputer cette réalité dérangeante à l'arme nucléaire; *dissuasion = dissuasion nucléaire*, là serait tout le problème, de là proviendrait la disqualification - morale - du concept de dissuasion. Surpuissante, l'arme nucléaire serait devenue un élément impérial entre les mains de celui qui la posséderait ; il pourrait alors s'en servir pour redessiner la carte politique du monde. Malheur alors aux non-nucléaires voués à l'impuissance ou aux alliances.

Heureusement, le débat s'est aujourd'hui un peu estompé sur la préemption nucléaire, sorte de mesure de dissuasion « active » que permettraient les armes d'extrême précision, capables d'aller chercher, où qu'il se trouvent, les contradicteurs décidés et d'étouffer leurs velléités par élimination physique. Ce débat, qui a mis aux prises les exégètes des stratégies nucléaires - non-emploi, avertissement ultime ou non, armes tactiques -, a été pris dans le tourbillon des travaux sur la prolifération, thème englobant qui, en diabolisant toutes les armes de supériorité stratégique, a contribué à disqualifier le principe même de la dissuasion centrale dans un monde multipolaire. Est-ce heureux ? A voir.

Mais il pourrait y avoir plus grave.

La courte vue qu'ont montrée les *nantis nucléaires* (les cinq « nucléaires-légitimes » selon les termes du TNP<sup>1</sup>) depuis une vingtaine d'année est à bien des égards également consternante. En préservant pour eux le privilège nucléaire, aux motifs divers que la sagesse stratégique n'habite que quelques-uns, que la possession de l'arme conduit inéluctablement à son emploi, qu'il était préférable de disposer de garanties de sécurité délivrées par l'un des Grands du nucléaire, le plus grand si possible, ils ont bloqué toute mise en place rationnelle de systèmes de stabilité régionale. Ceux-ci se sont alors établis subrepticement, sans leur agrément, et dans une sorte de clandestinité stratégique honteuse qui a renoncé à fonder les nécessaires équilibres régionaux sur des systèmes centraux, entretenant de ce fait incertitudes politiques et inquiétudes des opinions publiques. Il suffit de penser au système moyen-oriental avec l'arsenal nucléaire israélien et le déni nucléaire arabe, au système nucléaire jaune, avec la sanctuarisation agressive nord-coréenne, l'arsenal nucléaire virtuel du Japon et le fantôme nucléaire chinois ou encore au triangle stratégique installé récemment par l'arme nucléaire entre l'Inde, la Chine et le Pakistan.

Peut-on à la fois prétendre que le monde ne trouvera sa stabilité que dans une perspective multipolaire et dénier aux grandes aires stratégiques la possibilité d'organiser un système de régulation régionale fondé sur des armements de supériorité stratégique qui disqualifient la guerre ? Je ne le crois pas. Le débat sur la prolifération des armes de destruction massive, importé sans inventaire des Etats-Unis où il a été conçu pour défendre des intérêts américains légitimes, reste largement à revoir avec une perspective stratégique multipolaire. Ne nous privons pas de ce droit à la réflexion autonome, même s'il est bien tard pour réviser nos engagements<sup>2</sup>. Il faudra d'ailleurs y revenir et développer des réflexions moins conventionnelles sur la prolifération.

### ***Ni système central, ni systèmes régionaux***

Un mot au détour de cette réflexion sur la dissuasion stratégique pour faire un sort à la *dissuasion conventionnelle*. On a tenté d'échapper au désordre nucléaire en imaginant de puissants armements conventionnels

capables de dissuader un prédateur et de le faire renoncer à son projet. C'est sans doute une erreur de raisonnement. En réalité, c'est parce qu'elle est irrationnelle, irrépressible, instantanée, surpuissante que l'explosion nucléaire a ce pouvoir inhibiteur. En approcher les effets militaires, en domestiquer les effets psychologiques, en rationaliser les aspects moraux par l'emploi d'armements conventionnels sophistiqués, c'est en réalité renoncer à la dissuasion et entrer dans le domaine de la bataille, de la guerre. Au demeurant, la haute technologie qui est à la base de la réflexion sur la dissuasion conventionnelle est loin d'avoir contenu jusqu'ici la plupart des perturbateurs rustiques auxquels ce savoir a été opposé.

Un mot aussi sur la *contre-dissuasion*, sur les armements non conventionnels, les armements chimiques et biologiques, improprement appelés « de destruction massive », tout comme d'ailleurs les technologies balistiques nécessaires pour les délivrer. Ces armements se développent ou menacent de se développer comme une sorte de moyen de contourner la supériorité militaire absolue de l'Occident et spécialement celle des Etats-Unis. Armements de supériorité stratégique du pauvre, ils ont une vertu première d'égalisation militaire, par menace d'emploi terroriste contre les populations civiles; ils participent de la « sanctuarisation agressive » que l'on évoquait il y a quelques années, posture qui permet à certains perturbateurs de se mettre à l'abri d'une déstabilisation soutenue par les grandes puissances [...].

Dissuasion, contre-dissuasion, systèmes centraux et systèmes régionaux, armements nucléaires, armements non-conventionnels, supériorité stratégique, on voit que le système d'inhibition de la guerre qui a si bien fonctionné pendant la guerre froide est profondément désarticulé et que la lutte contre la prolifération n'est qu'un pis-aller, une manœuvre défensive, souvent de courte vue.

Pourtant, la dissuasion nucléaire est loin d'avoir perdu sa valeur stabilisatrice intrinsèque mais peu admettent que l'usage spécifique qui en a été fait pendant la guerre froide était de circonstance et les instruments choisis, les seuls qu'on pouvait alors s'offrir. Depuis la fin de celle-ci, nous avons été incapables d'en renouveler le sens dans un monde qui se multipolarisait rapidement; d'une certaine façon, nous

avons renoncé à toute pensée autonome en la matière, plus solidaires de nos compères occidentaux du P5 que précurseurs d'un ordre mondial régionalisé dans lequel l'Europe s'afficherait comme un môle de stabilité en soi.

Même si « l'ombre portée » par l'arme nucléaire sur la stabilité du monde reste largement positive, tout comme la rémanence du dialogue stratégique entretenu par les Grands pendant la guerre froide, c'est à d'autres modèles de persuasion que l'on est contraint désormais de recourir si l'on veut prévenir la guerre et éviter le passage à l'acte, c'est à dire à la bataille entre forces constituées.

### **L'intimidation, une idée à décliner, un modèle à développer**

Souvent trop abstraite, intellectuelle, rationnelle, la dissuasion a vite échappé aux opinions publiques qui lui ont toujours préféré des systèmes aux images plus parlantes, aux rapports de force plus matériels, où la valeur militaire et la capacité technologique apparaissaient comme les deux axes de la réussite stratégique. Pour en tenir compte, il faut revenir aux racines de l'acte d'affrontement des volontés qui est l'essence de la stratégie si l'on en croît le Général Beaufre, un maître en la matière<sup>3</sup> : ainsi quand la dialectique de la dissuasion se révèle inopérante, il faut introduire une dose de force supplémentaire pour conduire l'adversaire potentiel à résipiscence.

Attitude ancienne, classique, presque biologique voire vitale, l'intimidation fait partie intégrante de la boîte à outils stratégique. Effrayer l'adversaire pour ne pas avoir à l'affronter. Vaincre sa résistance psychologique pour ne pas avoir à éprouver sa force physique. Naturellement, si la théorie de l'effroi est universelle, elle ne se décline pas de la même façon à toutes les époques et en tous les lieux. Hier les cris virils et les peintures de guerre, aujourd'hui la technologie, sous toutes ses formes.

### ***L'intimidation couvre une large gamme d'actions***

Elle consiste essentiellement à capter l'attention de l'autre, à lui montrer sa puissance, à entretenir l'incertitude sur sa détermination à s'engager en force, et, le moment venu, à lui lancer des avertissements

---

avec ou sans frais, voire des coups de semonce. Chacune de ces étapes a sa valeur propre et se conçoit dans une démarche qui va crescendo tout en restant réversible.

Les défilés militaires d'hier participaient peu ou prou à cet effort d'intimidation ; les parades étaient l'occasion de montrer son degré de préparation à la guerre, l'état de son équipement et la valeur de l'entraînement et de la discipline de ses troupes dont l'ordre serré était sensé démontrer l'éminente valeur. On se rappelle les défilés sur la Place Rouge et la vitrine technologique qu'ils constituaient ; Pékin n'en a pas modifié le principe. Capter le regard de l'adversaire, subvertir son attention jusqu'à l'obnubiler, cela reste le premier temps de toute manœuvre d'intimidation. Les modèles ont certes évolué, mais pas les finalités. Hier la propagande se faisait voyante sous ses habits totalitaires, nazis ou soviétiques; aujourd'hui, les signaux sont plus abstraits, plus techniques, plus spécialisés. Le débat sur *les critères de convergence* en matière de défense européenne l'illustre assez bien.

Ce premier temps de la manœuvre, établissement d'un contact, d'un rapport de force, « adressage stratégique », est facilité par le phénomène général de globalisation qu'amplifie encore le développement rapide de la société de l'information. Il fonctionne aujourd'hui assez bien. Mais les effets de cet adressage seraient largement contournables par l'adversaire si une incertitude n'était pas méthodiquement entretenue sur les modes d'emploi de la force, ainsi révélée voire brandie. Et c'est là que cela se complique.

La montée en puissance de l'encadrement juridique et moral de l'emploi de la force, même dans le cas d'une *juste cause*, au sens de Saint-Augustin, rend aujourd'hui extrêmement prévisibles les modalités de déclenchement d'une action internationale. Pour être légitime, celle-ci doit être, en apparence du moins, multinationale et donc précédée de longs palabres nécessaires pour ajuster objectifs politiques, actions militaires et règles d'engagement opérationnelle. Les processus qui y conduisent sont longs et hasardeux lorsque l'on fait appel à une coalition ; ils laissent au perturbateur tout le temps souhaitable pour parer les coups, voire même pour retourner la situation. Sans incertitude entretenue chez l'adversaire, pas de surprise tactique possible et donc

pas de supériorité locale. Intimider certes mais sans dire forcément ce que l'on va faire, quand, où avec quelles règles de comportement, quel budget, quelles limites.

### ***L'intimidation est un art difficile***

Il faut convaincre sa cible tout à la fois de sa capacité et de sa volonté, en injectant dans cette étape un minimum de force. Afficher sa détermination mais garder l'initiative; ne pas dévoiler sa manœuvre, mais la ponctuer de signaux clairs, d'avertissements plus ou moins officiels, plus ou moins explicites, quitte même à payer ou à frapper pour cela.

Une importante partie de ces signaux doit être conçue à l'intention des opinions publiques, surtout lorsqu'il s'agit d'intimider des dirigeants, sans pour autant punir des peuples. Une bonne partie des avertissements peut relever du déclaratoire et pour cela il faut utiliser les enceintes appropriées, et notamment les tribunes régionales, celles qui sont les plus proches des enjeux. Une bonne partie doit introduire des conditionnalités, mettre en place des « lignes rouges » à ne pas dépasser, des limites au delà desquelles les sanctions tombent; mais également proposer des cercles vertueux, laisser entrevoir des avantages à retirer de la sagesse affichée et de l'intérêt bien compris. On se souvient des surprenants processus « pétrole contre nourriture » en Irak, comme de la fourniture conditionnelle de réacteurs nucléaires électrogènes à la Corée ou du rachat de matériau fissile soviétique.

Mais c'est plus souvent de façon indirecte qu'une stratégie d'intimidation peut se développer, en prenant pour cible un avantage décisif possédé par l'autorité à qui l'on s'adresse, en visant directement l'un de ses atouts ou l'un de ses intérêts majeurs. On sait le rôle joué par les stratégies de menace sur les avoirs financiers des dictateurs, ou celles de mise en accusation devant des cours de justice pour crimes imprescriptibles. Dans cette même gamme, il y a toutes les manœuvres de rétorsion dont les activités commerciales internationales (embargos et blocus) sont l'objet et l'enjeu.

Intimider, avertir, priver ou récompenser certes, mais aussi punir. A la frange de l'intimidation et de l'action, on trouve les coups de semonce,

ceux qui délivrent l'ultime avertissement, qui par un coup bien ajusté, aux effets significatifs, restaurent un rapport de force dégradé, que ce soit au plan psychologique ou au plan tactique. Dernier filet avant la coercition, cette étape doit être alors décisive et faire renoncer définitivement le perturbateur, en lui laissant entrevoir les effets dévastateurs d'un usage imminent de la force.

Une stratégie d'intimidation, pour se mettre en place et dérouler ses effets, doit pouvoir s'appuyer sur un contexte favorable et une bonne capacité d'influence internationale. Elle doit être capable de coordonner toute une gamme d'actions qui peuvent paraître disjointes mais dont la conjonction entretient l'incertitude et crée un climat intimidant pour le candidat perturbateur. Elle suppose enfin un certain degré de rationalité du contrevenant, une certaine dose d'intérêts stratégiques communs entre intimidateur et intimidé, et aussi des canaux sûrs pour se déployer. Sans doute peut-elle permettre de revenir à l'état antérieur, au statu quo ante et de restaurer une dialectique de dissuasion qui aurait perdu ses repères. Plus généralement, elle constitue la dernière marche avant le déclenchement de l'action de force ; elle doit permettre d'éviter celle-ci et laisser une dernière chance à la stabilisation des crises. Une théorie de l'intimidation appliquée au monde à venir reste à établir.

### **La coercition, un recours ponctuel à bien mesurer**

S'il fallait la définir pour la distinguer de la guerre, on pourrait dire que la coercition est l'emploi de la force, l'utilisation de la contrainte militaire pour atteindre des buts politiques, civils, par opposition à des objectifs militaires, à des buts de guerre. La coercition doit avoir un effet décisif rapide; elle ne doit pas déraiser en guerre ouverte, en guerre d'usure, en affrontement généralisé à consonance.

La conclusion de tout cela est que le plus intolérable dans les temps à venir serait que le monde soit encore aussi imprévisible et que beaucoup de causes de désordres échappent (encore ?) au contrôle des plus puissants. Mettre le monde sous contrôle<sup>4</sup>, réduire les marges d'incertitude, parer les impondérables, prévenir les déclenchements intempestifs de conflits latents, maintenir au plus bas niveau de conflictualité les inévitables déséquilibres de la planète en crise

permanente, voilà le rêve secret des stratèges à la recherche d'un système efficace de régulation des rapports de force internationaux. A l'évidence, à l'ouest, on a beaucoup réfléchi aux trois guerres mondiales nées en Europe qui ont disqualifié le principe des guerres pour des territoires ou des idéologies. Est-ce une éradication définitive ? A-t-elle une valeur universelle ? On peut en douter. Alors il faudra encore se résoudre à employer la force pour préserver un certain état d'organisation du monde auquel nous sommes attachés parce qu'il nous est favorable.

Il faudra encore jouer du frein et de l'accélérateur<sup>5</sup> pour engager nos forces, que ce soit pour défendre nos valeurs, nos intérêts ou encore pour assumer nos responsabilités de puissance européenne à vocation mondiale.

*Cet article a été publié dans AGIR 2 en décembre 1999.*

#### **Notes :**

---

<sup>1</sup> TNP, traité de non-prolifération de 1968.

<sup>2</sup> Il faudra bien y revenir car, à l'évidence, les intérêts stratégiques des Etats-Unis, qui portent la lourde responsabilité d'Hiroshima et de Nagasaki, et qui disposent de la supériorité conventionnelle absolue, conduisent à l'éradication des armements nucléaires sur la planète. Ce ne peuvent être les nôtres, ni dans une perspective nationale ni dans un projet européen.

<sup>3</sup> André Beaufre, *Introduction à la stratégie*, Armand Colin 1965.

<sup>4</sup> Voir « Mars » machine d'aide au raisonnement stratégique, *cahier FEDN 4/88*.

<sup>5</sup> Sous ce titre, voir « Un essai de prospective stratégique » dans la *Revue de Défense Nationale* (novembre 1999).